



Déclaration de la CGT Éduc'action Paris Comité Technique Académique

Mardi 8 septembre 2020

Cette rentrée scolaire ne ressemble à aucune autre du fait des conséquences du confinement et de la poursuite de la crise sanitaire qui rend la période incertaine. Malheureusement, le monde d'après ressemble de plus en plus au monde d'avant... en pire ! Alors que la situation économique va jeter des milliers de foyers dans la précarité, que le chômage augmente et que les plans sociaux arrivent en cascades, le plan de relance du gouvernement fait la part belle aux entreprises en leur accordant des cadeaux (exonérations de cotisations, suppressions d'impôts...) sans interdire les licenciements et sans contreparties sociales. La petite musique du « travailler plus » ainsi que la réforme des retraites refont surface.

Dans l'Éducation, après une fin d'année chaotique, c'est donc une rentrée masquée à laquelle doivent faire face personnels et élèves ce qui rend les conditions d'études et de travail particulièrement pénibles. Nous continuons de demander la gratuité des masques et nous déplorons d'une part qu'ils ne soient pas toujours fournis en nombre suffisant pour l'ensemble des personnels et surtout, d'autre part, la restriction drastique des conditions d'obtention d'ASA pour raisons médicales, le maintien du jour de carence, l'absence de reconnaissance en maladie professionnelle des conséquences de la COVID.

L'application des mesures sanitaires, renvoyées au local, est à géométrie variable et reste souvent impossible à tenir strictement. Partout cette rentrée se fait dans des conditions pédagogiques et matérielles dégradées. Avec la multiplication - encore plus rapide que prévu - des contaminations et des cas-contacts, des fermetures de classes, voire probablement très vite d'établissements sont enregistrées. La tension est en train de monter rapidement. Nous attendons des informations claires et transparentes sur la situation à ce jour dans l'académie.

Alors que cette situation exceptionnelle aurait du pousser le gouvernement à débloquer un véritable plan d'urgence pour l'Éducation comme d'autres pays ont su le faire, les mesures prises relèvent du bricolage à mettre en

œuvre au delà du temps de service d'enseignants déjà débordés. De nombreux élèves n'ont toujours pas d'AESH. Côté réformes, le système éducatif a besoin de retrouver apaisement, plaisir d'enseigner et soif d'apprendre alors que le ministère cherche à avancer, sur évaluation standardisée, direction d'école et affaiblissement du service public d'éducation. En lycée général et technologique, du fait des passages nombreux en 2nde GT les classes sont trop souvent surchargées, la mise en place de la réforme est toujours massivement rejetée. En lycée professionnel, la seule réponse consiste à renforcer la politique en faveur de l'apprentissage au motif de vouloir relancer l'économie et l'emploi des jeunes. Ainsi, les mesures votées en juillet vont-elles permettre aux entreprises d'embaucher des apprentis à moindre frais. En effet, pour tout contrat en alternance signé jusqu'au 28 février 2021, les employeurs bénéficieront d'une prime à l'embauche pouvant aller jusqu'à 8000 euros pour un alternant majeur de moins de 30 ans. Le patronat peut se frotter les mains et claironner dans sa dernière campagne : « *recruter un alternant c'est ce qui prime* ».

Les personnels attendent du ministre que l'annonce d'un « Grenelle » de l'Éducation dépasse l'élément de langage et prenne réellement en compte que depuis trop d'années ils subissent un tassement de leurs salaires et une dégradation de leurs conditions de travail. Il est temps d'inverser la tendance et de sortir par le haut de cette crise inédite. La CGT Educ'action saura le rappeler et mener les actions pour faire aboutir les légitimes revendications.

Enfin, même si cela concerne la ville de Paris et la Région, la CGT Educ'action tient à alerter sur la situation des agents territoriaux, qui, faute de renfort, se retrouvent surchargés de travail. Entre les services de cantines qui se multiplient pour répartir au mieux l'afflux des élèves et la désinfection des locaux qui se doit d'être plus poussée, ils sont contraints à se démultiplier et se retrouvent déjà exténués alors même que l'année scolaire ne fait que commencer. Il est donc urgent qu'un plan d'embauches soit activé et ne se limite pas à faire intervenir des prestataires privés dont les personnels découvrent souvent les spécificités du travail dans les locaux scolaires.

Pour toutes ces raisons, la CGT Educ'action appelle les personnels à participer à la réussite de la journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations du 17 septembre, pour un autre partage des richesses, pour la rupture avec la logique de concurrence et de tri social et des moyens pour les services publics qui prouvent au quotidien leur évidente nécessité.